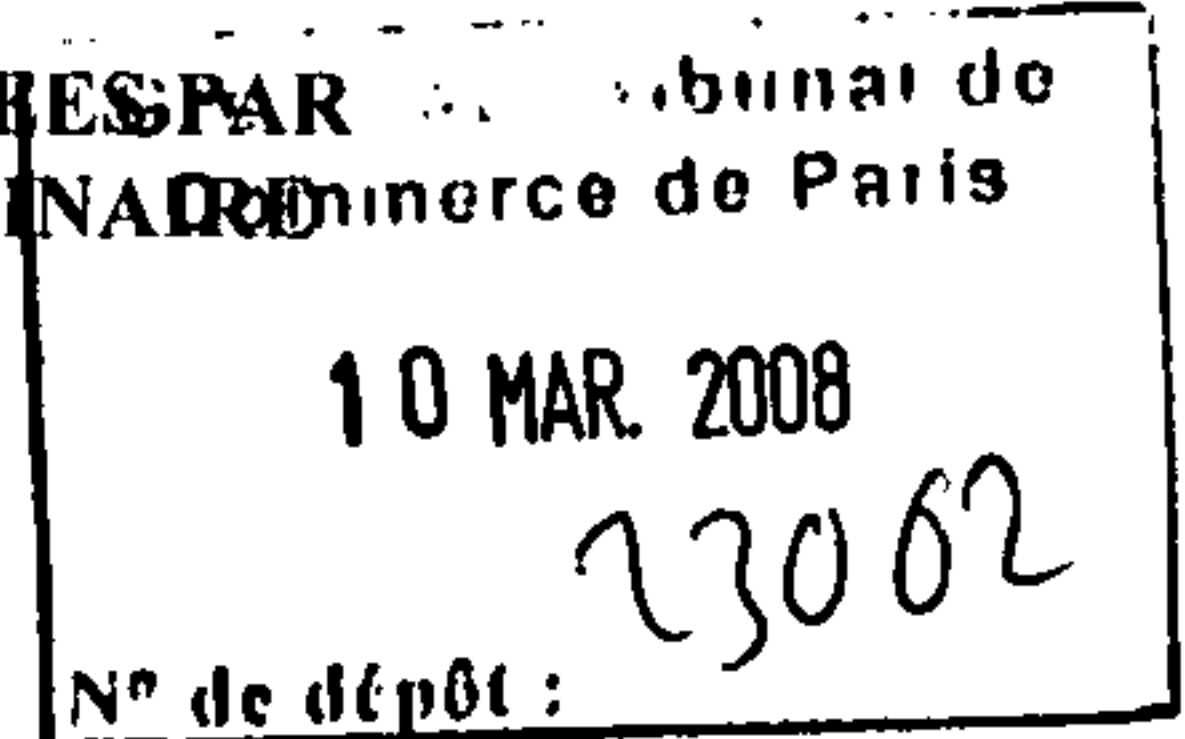


2703 8367

ACR

Société à responsabilité limitée au capital de 7 622 euros
Siège social : 91 rue des Moines 75017 PARIS
411 132 186 RCS PARIS

EXTRAIT DES DELIBERATIONS ADOPTES PAR
L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 2 JANVIER 2007



PREMIERE RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir entendu la lecture du rapport de la gérance, décide d'augmenter la valeur nominale des parts sociales de 15,24 euros à 76,22 euros et de réduire le nombre de parts sociales qui est de 500 parts sociales à 100 parts sociales.

En conséquence, l'Assemblée Générale modifie les articles 7 et 8 des statuts de la manière suivante :

ARTICLE 7 : CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à sept mille six cent vingt deux euros (7 622 €).

Il est divisé en 100 parts sociales de 76,22 euros chacune, entièrement libérées.

Le reste de l'article demeure inchangé.

ARTICLE 8 : PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Marc FERAUGE	51 parts sociales.
à Monsieur Jean KALIFA	49 parts sociales.
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	100 parts sociales.

Le reste de l'article demeure inchangé.

DEUXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale prend acte de la cession de parts sociales suivante entre associés :

- de Monsieur Jean KALIFA à Monsieur Marc FERAUGE 4 parts sociales sur les 49 parts sociales lui appartenant.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

A K

U. A.F.

TROISIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, après avoir pris connaissance du désir de Monsieur Marc FERAUGE, de céder à Madame Anne KALIFA, demeurant 1 chemin des Oliviers 34800 CLERMONT L'HERAULT, 10 parts sociales lui appartenant dans la Société, déclare autoriser cette cession et agréer expressément Madame Anne KALIFA en qualité de nouvelle associée à compter du jour où la cession sera signifiée à la Société ou du jour du dépôt d'un original de l'acte de cession au siège de la Société.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

QUATRIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale, comme conséquence de l'adoption des résolutions précédentes, décide, sous réserve de la réalisation de la cession autorisée, que l'article 8 des statuts sera, de plein droit, remplacé par les dispositions ci-après à compter du jour où cette cession sera rendue opposable à la Société.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Marc FERAUGE	45 parts sociales.
à Monsieur Jean KALIFA	45 parts sociales.
à Madame Anne KALIFA	10 parts sociales.
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	100 parts sociales.

Le reste de l'article demeure inchangé.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

CINQUIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale nomme en qualité de co-gérante associée Madame Anne KALIFA, demeurant 1 chemin des oliviers 34800 CLERMONT L'HERAULT, pour une durée indéterminée.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

Madame Anne KALIFA, intervenant aux présentes, déclare qu'elle accepte les fonctions de gérante et qu'elle n'est frappée par aucune mesure ou disposition susceptibles de lui interdire d'exercer lesdites fonctions au sein de la Société.

A K

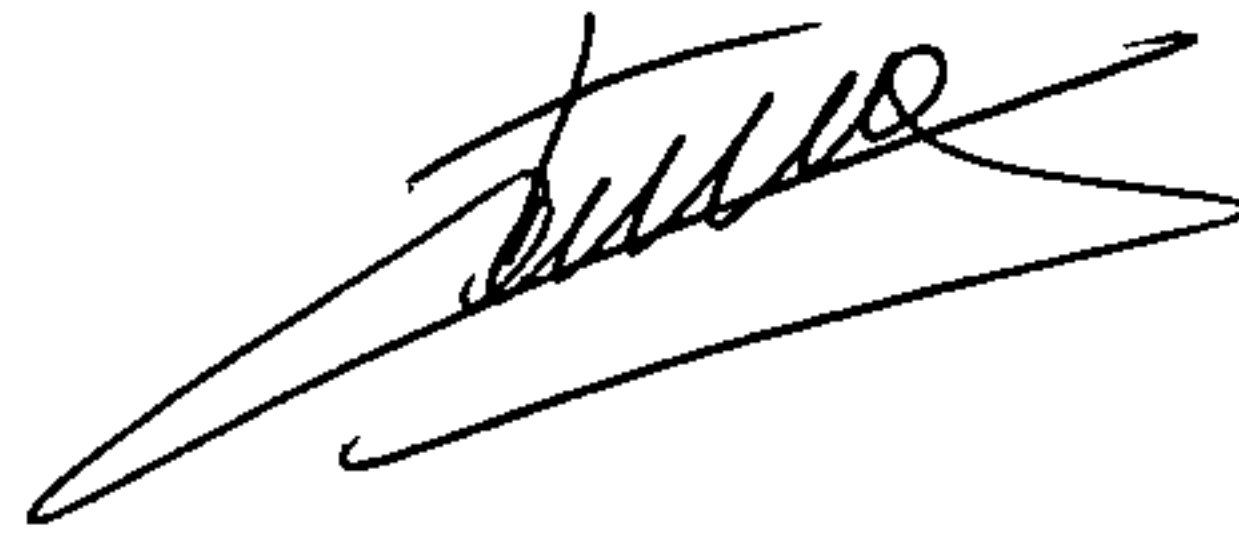
MAF.

SIXIEME RESOLUTION

L'Assemblée Générale donne tous pouvoirs au porteur de copies ou d'extraits du présent procès-verbal pour remplir toutes formalités de droit.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité.

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

A handwritten signature in black ink, appearing to be 'L. K. J.', written over a horizontal line.

Copie certifiée conforme à
l'original et bon pour acceptation
des fonctions de gérant.

K. L. J.



91, rue des Moines
75017 Paris
Tél. : 01 42 635 635
Fax : 01 42 63 27 26
MEL: acr@tele2.fr

CESSION DE PARTS

Les soussignés, d'une part :

Monsieur Marc-André FÉRAUGE né le 01 juin 1952 à Saint Denis, demeurant 27, rue Ferdinand Buisson, 92140 Clamart

D'autre part :

Monsieur JEAN KALIFA né le 27 février 1954 à VILLENEUVE SAINT GEORGES, demeurant 1, chemin des Oliviers 34800 CLERMONT L'HÉRAULT.

Ont préalablement à la cession de parts, objet de présentes, exposé ce qui suit :

Monsieur JEAN KALIFA est titulaire de 49 parts sociales de la société A.C.R dont le siège social est 91, rue des Moines 75017 PARIS au capital de 7 622 Euros.

La dite société, constituée suivant acte sous sein privé en date à PARIS du 21 janvier 1997 enregistré et publié, est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous Le numéro B 411 132 031.

Ceci étant exposé, et étant passé à la cession de part, objet des présentes :

CESSIONS DE PARTS :

Monsieur JEAN KALIFA cède par la présente sous les garanties habituelles de fait et de droit à Marc-André FÉRAUGE qui accepte 4 parts (quatre) de 15 euros chacune, dont il est titulaire de la Société A.C.R.

propriété JOUISSANCE :

Marc-André FÉRAUGE sera propriétaire des parts cédées ci-dessus à compter de 25 mars 2007 et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux dites parts, soit envers des statuts de la société, soit envers la loi.

MAF.
KA

Marc-André FÉRAUGE aura notamment droit à toutes répartitions de bénéfices ou des réserves qui pourrait être effectués au titre du dernier exercice social dont les comptes ne sont pas approuvés à ce jour.

AGREMENT :

Par une décision prise le 02 janvier 2007, la collectivité des associés de la société A.C.R a donné son consentement à la présente cession dont le projet lui avait été notifié ainsi qu'à chacun des associés, selon les modalités prévues dans les statuts.

PRIX :

La cession est fixée à 60 Euros (soixante euros) soit 4 parts à 15 Euros chacune.

DEPOT DE L'ACTE :

Un original des présentes sera déposé au siège de la dite société contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt, double de cette attestation sera délivré au cédant au plus tard dans un délai d'un mois à compter des présentes. Passé ce délai sans qu'il ait été justifié auprès du cédant de ce dépôt, ce dernier procédera à cette formalité ou fera signifier par acte extrajudiciaire, aux frais du cessionnaire, la présente cession.

FRAIS :

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront supportés par Marc-André FÉRAUGE qui s'y oblige expressément.

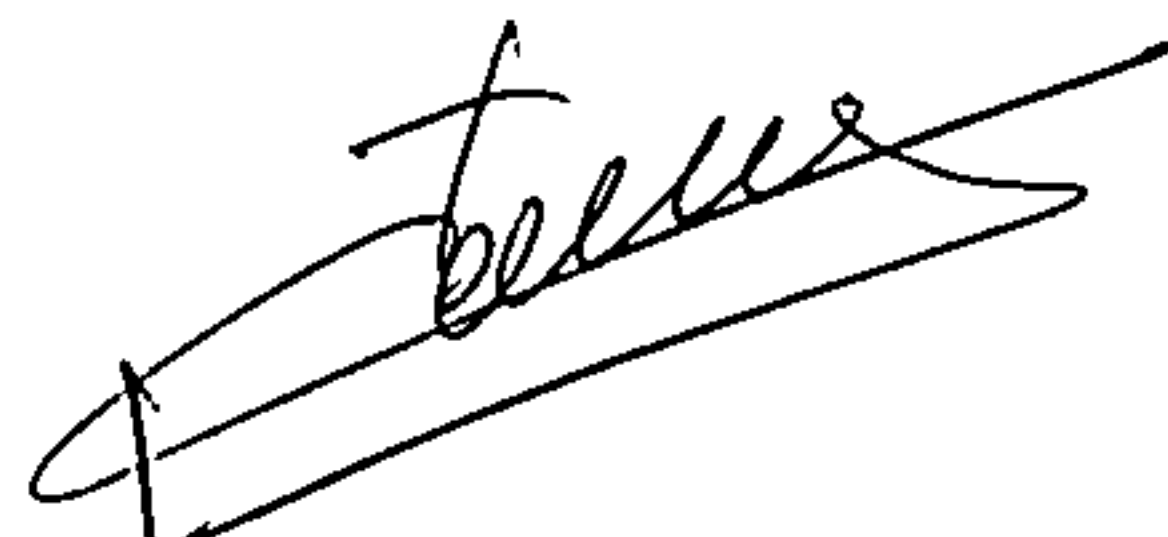
Fait à PARIS le 25 mars 2007 en six originaux dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, un pour la société et deux pour le dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Monsieur JEAN KALIFA



ACR - SARL au capital de 7 622€
R.C.S. Paris : B 411 132 186

Marc-André FÉRAUGE



Enregistré à : SIE DISSY-LES-MOULINEAUX

Le 29/11/2007 Bordereau n°2007/675 Case n°1

Enregistrement : 25 €

Pénalités : 4 €

Total liquidé : vingt-neuf euros

Montant reçu : vingt-neuf euros

L'Agent

Ext 4411

L'agent des impôts
Annick BUNAK



91, rue des Moines

75017 Paris

Tél. : 01 42 635 635

Fax : 01 42 63 27 26

MEL: acr@tele2.fr

cession de parts

Les soussignés, d'une part :

Monsieur MARC FERAUGE né le 01 JUIN 1952 à SAINT DENIS 93, demeurant 27, rue Ferdinand Buisson 92 CLAMART.

D'autre part :

Madame ANNE KALIFA née le 22 août 1955 à PARIS 75013, demeurant 1, chemin des Oliviers 34800 CLERMONT L'HÉRAULT.

Ont préalablement à la cession de parts, objet de présentes, exposé ce qui suit :

Monsieur MARC FERAUGE est titulaire de 49 parts sociales de la société A.C.R dont le siège social est 91, rue des Moines 75017 PARIS au capital de 7 622 Euros.

La dite société, constituée suivant acte sous sein privé en date à PARIS du 21 janvier 1997 enregistré et publié, est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous Le numéro B 411 132 031.

Ceci étant exposé, et étant passé à la cession de part, objet des présentes :

CESSIONS DE PARTS :

Monsieur MARC FERAUGE cède par la présente sous les garanties habituelles de fait et de droit à Madame ANNE KALIFA qui accepte 4 parts (quatre) de 15 euros chacune, dont il est titulaire de la Société A.C.R.

propriété JOUISSANCE :

Madame ANNE KALIFA sera propriétaire des parts cédées ci-dessus à compter de 25 mars 2007 et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux dites parts, soit envers des statuts de la société, soit envers la loi.

MAF

AK

Madame ANNE KALIFA aura notamment droit à toutes répartitions de bénéfices ou des réserves qui pourrait être effectués au titre du dernier exercice social dont les comptes Ne sont pas approuvés à ce jour.

AGREMENT :

Par une décision prise le 02 janvier 2007, la collectivité des associés de la société A.C.R a donné son consentement à la présente cession dont le projet lui avait été notifié ainsi qu'à chacun des associés, selon les modalités prévues dans les statuts.

PRIX :

La cession est fixée à 60 Euros (soixante Euros) soit 4 parts à 15 Euros chacune.

DEPOT DE L'ACTE :

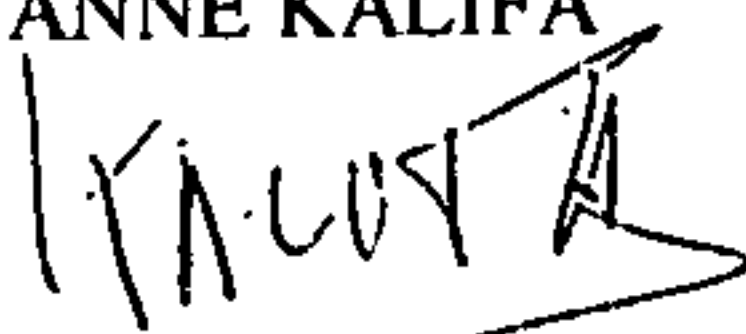
Un original des présentes sera déposé au siège de la dite société contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt, double de cette attestation sera délivré au cédant au plus tard dans un délai d'un mois à compter des présentes. Passé ce délai sans qu'il ait été justifié auprès du cédant de ce dépôt, ce dernier procèdera à cette formalité ou fera signifier par acte extrajudiciaire, aux frais du cessionnaire, la présente cession.

FRAIS :

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront supportés par Madame ANNE KALIFA qui s'y oblige expressément.

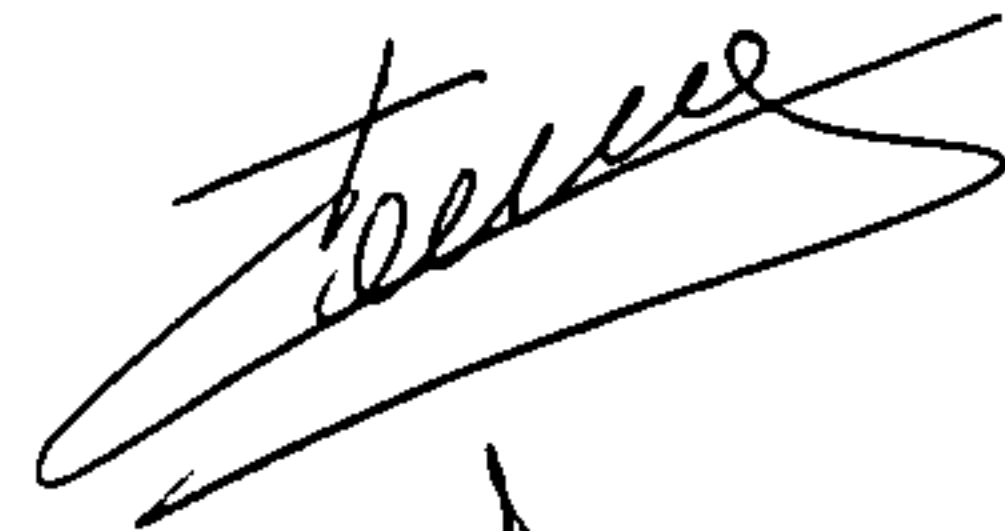
Fait à PARIS le 25 mars 2007 en six originaux dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, un pour la société et deux pour le dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Madame ANNE KALIFA



ACR - SARL au capital de 7 622€
R.C.S. Paris : B 411 132 186

Monsieur MARC FERAUGE



Enregistré à : SIE D'ISSY-LES-MOULINEAUX

Le 29/11/2007 Borderes n°2007/675 Case n°2

Enregistrement : 25 €

Pénalités : 4 €

Total liquidé : vingt-neuf euros

Montant reçu : vingt-neuf euros

L'Agent

Et 4412

L'agent des impôts
Annick BUNAK



91, rue des Moines

75017 Paris

Tél. : 01 42 635 635

Fax : 01 42 63 27 26

MEL: acr@tele2.fr

cession de parts

Les soussignés, d'une part :

Monsieur MARC FERAUGE né le 01 JUIN 1952 à SAINT DENIS 93, demeurant 27, rue Ferdinand Buisson 92 CLAMART.

D'autre part :

Madame ANNE KALIFA née le 22 aout 1955 à PARIS 75013, demeurant 1, chemin des Oliviers 34800 CLERMONT L'HÉRAULT.

Ont préalablement à la cession de parts, objet de présentes, exposé ce qui suit :

Monsieur MARC FERAUGE est titulaire de 51 parts sociales de la société A.C.R dont le siège social est 91, rue des Moines 75017 PARIS au capital de 7 622 Euros.

La dite société, constituée suivant acte sous sein privé en date à PARIS du 21 janvier 1997 enregistré et publié, est immatriculée au registre du commerce et des sociétés de PARIS sous Le numéro B 411 132 031.

Ceci étant exposé, et étant passé à la cession de part, objet des présentes :

CESSIONS DE PARTS :

Monsieur MARC FERAUGE cède par la présente sous les garanties habituelles de fait et de droit à Madame ANNE KALIFA qui accepte 6 parts (six) de 15 euros chacune, dont il est titulaire de la Société A.C.R.

propriété JOUISSANCE :

Madame ANNE KALIFA sera propriétaire des parts cédées ci-dessus à compter de 25 mars 2007 et sera subrogé dans tous les droits et obligations attachées aux dites parts, soit envers des statuts de la société, soit envers le loi.

Enregistré à : SIE DISSY-LES-MOULINEAUX

Le 13/11/2007 Bordereau n°2007/643 Case n°6

Enregistrement : 25 €

Pénalités : 4 €

Total liquidé : vingt-neuf euros

Montant reçu : vingt-neuf euros

L'Agent

Ext 4169

L'agent des Impôts
Annick BUNAK

D.A.F.

AK

Madame ANNE KALIFA aura notamment droit à toutes répartitions de bénéfices ou des réserves qui pourrait être effectués au titre du dernier exercice social dont les comptes Ne sont pas approuvés à ce jour.

AGREMENT :

Par une décision prise le 02 janvier 2007, la collectivité des associés de la société A.C.R a donné son consentement à la présente cession dont le projet lui avait été notifié ainsi qu'à chacun des associés, selon les modalités prévues dans les statuts.

PRIX :

La cession est fixée à 90 Euros (quatre vingt dix Euros) soit 6 parts à 15 Euros chacune.

DEPOT DE L'ACTE :

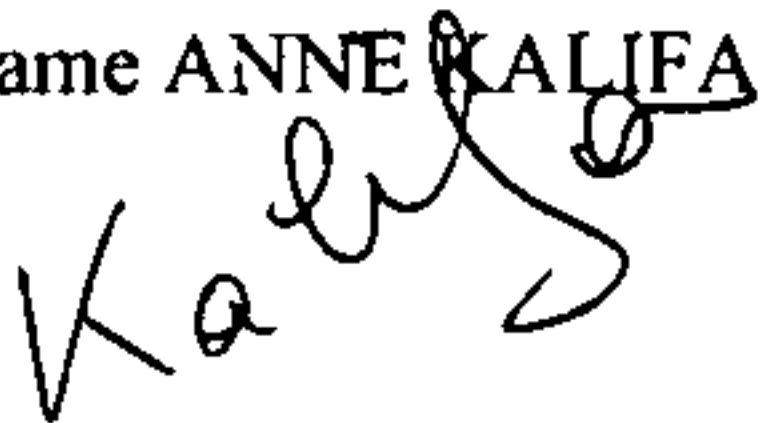
Un original des présentes sera déposé au siège de la dite société contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt, double de cette attestation sera délivré au cédant au plus tard dans un délai d'un mois à compter des présentes. Passé ce délai sans qu'il ait été justifié auprès du cédant de ce dépôt, ce dernier procèdera à cette formalité ou fera signifier par acte extrajudiciaire, aux frais du cessionnaire, la présente cession.

FRAIS :

Les frais et droits des présentes et ceux qui en seront supportés par Madame ANNE KALIFA qui s'y oblige expressément.

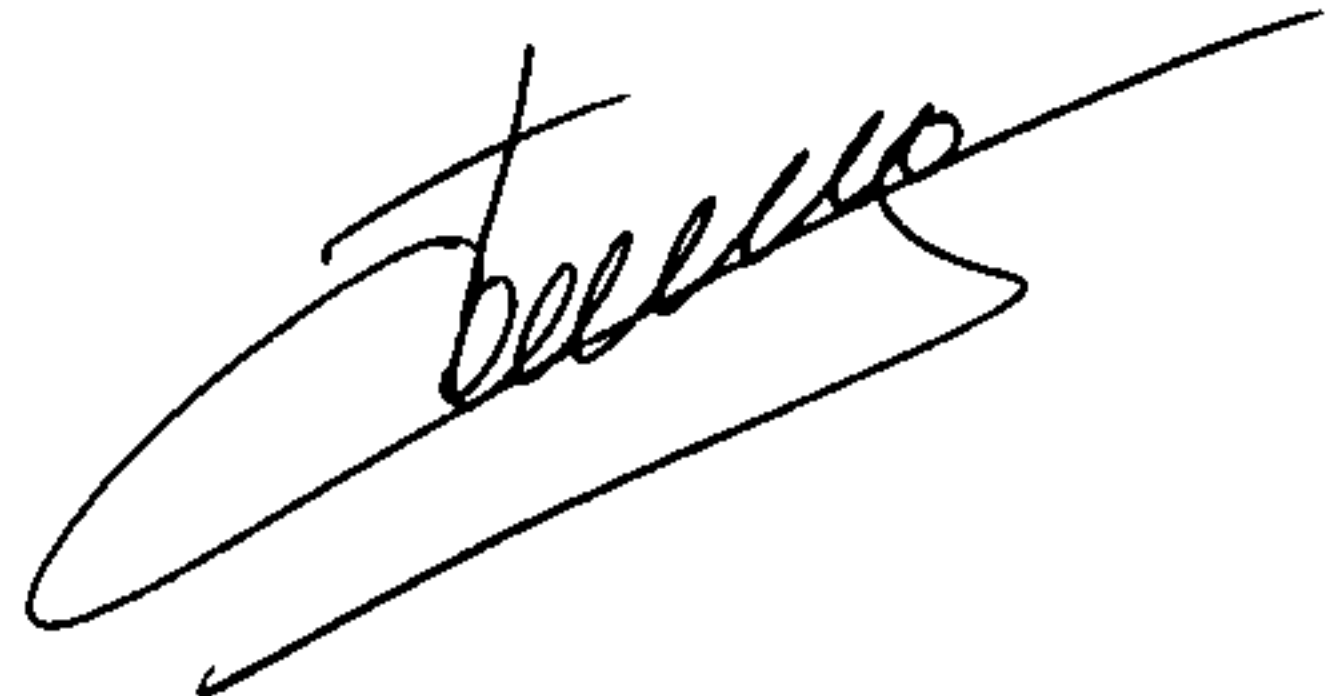
Fait à PARIS le 25 mars 2007 en six originaux dont un pour chacune des parties, un pour l'enregistrement, un pour la société et deux pour le dépôt en annexe au registre du commerce et des sociétés.

Madame ANNE KALIFA



ACR - SARL au capital de 7 622€
R.C.S. Paris : B 411 132 186

Monsieur MARC FERAUGE



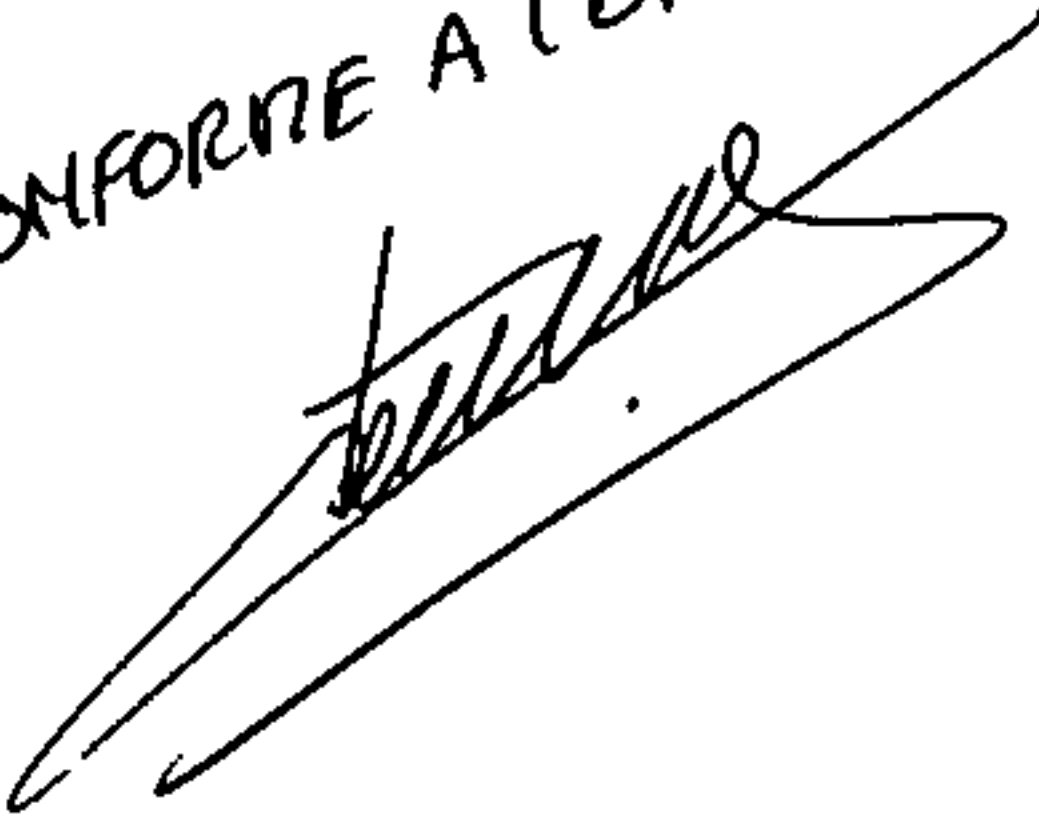
A.C.R.
Société à responsabilité limitée au capital de 7 622 Euros
Siège social : 91 rue des Moines 75017 PARIS
411 132 186 RCS PARIS

STATUTS

MIS A JOUR

AU 2 JANVIER 2007

CERTIFIÉ CONFORME A L'ORIGINAL -

A handwritten signature in black ink, consisting of several loops and a long horizontal stroke, is written over the text.

ARTICLE 1 - FORME

Il a été formé initialement entre les propriétaires des parts créées, une société à responsabilité limitée à capital variable régie par la loi du 24 juillet 1966, le décret du 23 Mars 1967, le titre III de la loi du 24 juillet 1867, ainsi que par les présents statuts.

Le caractère variable du capital a été supprimé par Assemblée Générale du 28 Juin 2002.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'installation et la fabrication d'appareillages électriques,
- La récupération de métaux et d'épaves automobiles,

La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, dans toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ; la prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de tous procédés et brevets concernant ces activités.

Et généralement, toutes opérations industrielles, commerciales, financières, civiles, mobilières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : **A.C.R.**

Dans tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots "société à responsabilité limitée" ou des initiales "S.A.R.L."

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : **91 rue des Moines 75017 PARIS.**

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par une simple décision de la gérance sous réserve de ratification par la prochaine Assemblée Générale Ordinaire, et partout ailleurs en France en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre vingt dix neuf années à compter de la date de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

ARTICLE 6 - APPORTS

Il a été apporté en numéraire, à la constitution de la Société :

MAF.

- par Monsieur Marc FERRAUGE	2 500 F
- par Monsieur Laurent FERRAUGE	2 500 F

Soit au total la somme de 5 000 F

Souscrites en totalité et libérées du dixième ainsi qu'il résulte du certificat établi le 17 Janvier 1997 par la Caisse d'Epargne et de Prévoyance d'Ile de France, dépositaire des fonds.

La somme de 5 000 F a été régulièrement déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, à ladite banque.

Aux termes d'une délibération de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 28 Juin 2002, le capital social a été converti en unité euro pour être porté à 7 622 Euros.

Aux termes de cette même Assemblée le solde du capital a été libéré par compensation avec des créances liquides et exigibles que les associés détenaient sur la Société.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de Sept Mille Six Cent Vingt-Deux Euros (7 622 €), divisé en 100 parts de 76,22 euros.

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues par les dispositions légales et réglementaires.

ARTICLE 8 - PARTS SOCIALES

Les parts sociales sont attribuées et réparties comme suit :

à Monsieur Marc FERRAUGE	45 parts sociales.
à Monsieur Jean KALIFA	45 parts sociales.
à Madame Anne KALIFA	10 parts sociales.
Total égal au nombre de parts composant le capital social :	100 parts sociales.

Les soussignés déclarent que toutes les parts sociales ont été réparties entre eux comme indiqué ci-dessus.

ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL SOCIAL

1- En dehors des limites du capital autorisé, le capital social peut être augmenté ou réduit de toute manière autorisé par la loi, par décision extraordinaire des associés.

2- Si l'opération fait apparaître des rompus, les associés feront leurs affaires personnelles de toute acquisition ou de toute cession de droits ordinaire.

3- La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destiné à ramener celui-ci au moins au

minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après réduction.

ARTICLE 10 - COMPTES COURANTS

Outre leurs apports, les associés pourront verser ou laisser à disposition de la Société toutes sommes dont elle pourrait avoir besoin. Ces sommes sont inscrites au crédit d'un compte ouvert au nom de l'associé.

Les comptes courants ne doivent jamais être débiteurs et la Société a la faculté d'en rembourser tout ou partie, après avis donné par écrit un mois à l'avance, sauf stipulation contraire.

ARTICLE 11 - CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES

Toute cession de parts doit être constatée par un acte notarié ou sous seings privés.

Pour être opposable à la Société, elle doit lui être signifiée par exploit d'huissier ou être acceptée par elle dans un acte notarié. La signification peut être remplacée par le dépôt d'un original de l'acte de cession au siège social contre remise par le gérant d'une attestation de ce dépôt.

Pour être opposable aux tiers, elle doit en outre avoir été déposée au greffe, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Les parts sociales ne peuvent être transmises à titre onéreux ou gratuit à quelque personne que ce soit qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins les trois quarts des parts sociales.

Ce consentement est donné dans les conditions et modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

La qualité d'associé est reconnue au conjoint commun en biens pour la moitié des parts souscrites ou acquises au moyen de fonds communs s'il notifie à la Société son intention d'être personnellement associé.

Si la notification a été effectuée lors de l'apport ou de l'acquisition, l'agrément donné par les associés vaut pour les deux époux. Si le conjoint exerce son droit de revendication postérieurement à la réalisation de la souscription ou de l'acquisition, il sera soumis à l'agrément de la majorité des associés représentant au moins les trois-quarts des parts sociales. L'époux associé sera alors exclu du vote et ses parts ne seront pas prises en compte pour le calcul de la majorité.

La décision des associés doit être notifiée au conjoint dans les deux mois de sa demande ; à défaut, l'agrément est réputé acquis. En cas de refus d'agrément régulièrement notifié, l'époux associé le reste pour la totalité des parts de la communauté. Les notifications susvisées sont faites par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Les parts sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux.

NAF

ARTICLE 12 - RETRAIT ET EXCLUSION D'ASSOCIES

1- Tout associé peut se retirer de la société en notifiant sa décision à la gérance par Lettre recommandée avec avis de réception moyennant un préavis de trois mois avant la date de clôture de l'exercice social en cours.

2- Le redressement judiciaire, la liquidation judiciaire, la dissolution d'une personne morale associé entraîne son exclusion de plein droit. Cette exclusion est prononcée par la gérance, qui constate l'évènement qui la motive. En cas de décès, l'exclusion est prononcée sous réserve du droit des héritiers ou ayant droits de devenir associé.

3- Tout associé peut être exclu de la société pour juste motifs, par une décision des associés réunis en assemblée générale et statuant à la majorité fixée pour la modification des statuts.

Les griefs invoqués à l'encontre de l'associé susceptible d'être exclu doivent lui être communiqué au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception le convoquant à une assemblée générale devant statuer sur son exclusion afin qu'il puisse exprimer les motifs de son désaccord sur le projet d'exclusion, lesquels devront être porté sur le procès verbal d'assemblée.

4- L'associé qui se retire ou est exclu a droit au remboursement du montant nominal non amorti de ses parts, augmenté de sa quote-part dans les bénéfices, réserves et primes diverses ou diminué de sa quote part dans les pertes enregistrées.

Dans l'hypothèse où la trésorerie de la société ne permettrait pas le remboursement immédiat de cette somme, la société disposerait d'un délai de six mois pour procéder à ce remboursement, soit totalement, soit partiellement si les disponibilités ont permis le remboursement immédiat d'une fraction des sommes dues à l'associé sortant.

Toutefois, la gérance devra différer le remboursement jusqu'à ce que l'associé sortant ait rempli tous ses engagements en cours à l'égard de la société.

L'associé qui se retire ou qui est exclu, reste tenu pendant cinq ans envers les associés et les tiers de toutes les obligations existant au moment de son retrait ou de son exclusion.

Afin de permettre, le cas échéant, de déterminer la somme à retenir à l'associé sortant, à titre de participation dans les pertes, les retraits, comme les exclusions en vertu des décisions de l'assemblée générale ne prennent effet pécuniairement qu'au jour de la clôture de l'exercice au cours duquel ils ont eu lieu.

Les retraits ou exclusions qui n'auraient pu être effectués au jour de la clôture d'un exercice, par suite de l'interdiction de diminuer le capital social effectivement souscrit en dessous du capital minimum autorisé, ne pourront prendre effet pécuniairement qu'au jour de la clôture d'un exercice ultérieur.

ARTICLE 13 - GERANCE

La Société est administrée par un ou plusieurs gérants, personnes physiques, associés ou non, choisis par les associés représentant plus de la moitié des parts sociales, avec ou sans limitation de la durée de leur mandat.

UAF

Les gérants peuvent recevoir une rémunération, qui est fixée et peut être modifiée par une décision ordinaire des associés.

Tout gérant a, par ailleurs, droit au remboursement de ses frais de déplacement et de représentation engagés dans l'intérêt de la Société, sur présentation de toutes pièces justificatives.

Dans les rapports avec les tiers, les pouvoirs du ou des gérants sont les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés.

La Société est engagée même par les actes du gérant qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le ou les gérants sont révocables par décision des associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Ils peuvent démissionner de leurs fonctions, en prévenant les associés par lettre recommandée individuelle.

ARTICLE 14 - DECISIONS COLLECTIVES

En cas de pluralité d'associés, les décisions collectives sont prises, au choix de la gérance, en assemblée ou par consultation écrite des associés. Elles peuvent aussi résulter du consentement de tous les associés exprimé dans un acte.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour statuer sur l'approbation annuelle des comptes ou sur demande d'un ou plusieurs associés détenant la moitié des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

Les Assemblées Générales sont convoquées et délibèrent dans les conditions et avec les effets fixés par les lois et règlements en vigueur.

En cas de consultation écrite, la gérance adresse à chaque associé, par lettre recommandée, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours à compter de la date de réception du projet de résolutions pour transmettre leur vote à la gérance par lettre recommandée. Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme s'étant abstenu.

Chaque associé a le droit de participer aux décisions et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts qu'il possède. Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la Société ne comprenne que les deux époux. Il peut se faire représenter par un autre associé, sauf si les associés sont au nombre de deux, ainsi que par un tiers non associé.

Si une ou plusieurs parts sont grevées d'usufruit, le droit de vote appartient au nu-propiétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats, où il est réservé à l'usufruitier.

Toutefois, dans tous les cas, le nu-propiétaire a le droit de participer aux assemblées générales.

UNAF.

ARTICLE 15 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires et suppléants peuvent ou doivent être désignés dans les conditions prévues par l'article 64 de la loi du 24 juillet 1966.

Ils sont nommés pour une durée de six exercices et exercent leurs fonctions dans les conditions et avec les effets prévus par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 16 - EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX

Chaque exercice social a une durée d'une année, qui commence le 1er Janvier et finit le 31 décembre.

Les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe), l'inventaire, le rapport de gestion et les rapports spéciaux de la gérance ainsi que, le cas échéant, les rapports du Commissaire aux Comptes sont établis conformément aux lois et règlements en vigueur et sont soumis à l'approbation des associés dans les conditions prévues par ces lois et règlements.

ARTICLE 17 - AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

L'Assemblée Générale répartit le bénéfice distribuable tel qu'il est défini par la loi entre tous les associés proportionnellement au nombre de parts appartenant à chacun d'eux ; elle en décide les modalités de mise en paiement.

L'Assemblée Générale peut décider la distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements ont été effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'Assemblée Générale peut également décider d'affecter les sommes distribuables aux réserves et au report à nouveau, en totalité ou en partie.

Aucune distribution ne peut être faite lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ne permet pas de distribuer.

ARTICLE 18 - CAPITAUX PROPRES INFÉRIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance doit, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, consulter les associés afin de décider, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés à responsabilité limitée et, dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si dans ce délai les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

NAF

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si l'Assemblée n'a pu délibérer valablement.

Toutefois, le Tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

ARTICLE 19 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

A l'expiration du terme statutaire de la durée de la Société et en cas de dissolution pour quelque cause que ce soit, la Société entre en liquidation.

La liquidation de la Société est régie par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur au moment de son ouverture, mais il est également prévu ce qui suit :

La liquidation est faite par le ou les gérants alors en fonction à moins qu'une décision collective ne désigne un autre liquidateur.

Le ou les liquidateurs ont les pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable et acquitter le passif. Il peut être autorisé par les associés à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

Après remboursement du montant des parts sociales, le boni de liquidation est réparti entre les associés, au prorata du nombre de parts appartenant à chacun d'eux.

En cas de réunion de toutes les parts en une seule main, la dissolution pouvant, le cas échéant, en résulter entraîne la transmission universelle du patrimoine, sans qu'il y ait lieu à liquidation.

Le tout sauf décision contraire de la collectivité des associés.

ARTICLE 20 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La transformation de la Société en une société commerciale d'une autre forme ou en société civile peut être décidée par les associés statuant aux conditions de majorité et selon les modalités requises par la loi.

ARTICLE 21 - CONTESTATIONS

En cas de pluralité d'associés, toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre les associés ou entre la Société et les associés, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents.

MAF.